

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
D'AVIGNON UNIVERSITÉ  
N°CA-2025-107**

**SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 2025**

**POINT A.1  
APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 18 NOVEMBRE 2025**

Le Conseil d'administration, en sa séance du 16 décembre 2025, sous la présidence de Georges LINARÈS, Président,

Vu le code de l'éducation et notamment son article L.712-3,  
Vu les statuts d'Avignon Université,  
Vu le règlement intérieur du Conseil d'administration d'Avignon Université et notamment son article 18,

Après en avoir délibéré,

Approuve le procès-verbal de sa séance en formation plénière du 18 novembre 2025, tel qu'annexé à la présente délibération.

Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

Membres composant le conseil : 28  
Membres présents (17) ou suppléés (6) : 23  
Membres absents et non suppléés : 5

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS

Signature calligraphique  
le 11/01/2026 08:56:00 +01:00



AVIGNON  
UNIVERSITÉ

**Affaire suivie par**

Alain RICHAUD  
Vice-président du Conseil  
d'administration

**Téléphone**

+33 (0)4 90 16 28 09

**Courriel**

vice-president-ca@univ-avignon.fr



Direction  
des Affaires Juridiques  
et Institutionnelles

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
D'AVIGNON UNIVERSITÉ**

**SÉANCE DU 18 NOVEMBRE 2025**

**DAJI - Pôle des affaires  
Institutionnelles**

**AVIGNON UNIVERSITÉ  
Campus Hannah Arendt**

74 rue Louis Pasteur  
84 029 Avignon cedex 1

Tél. +33 (0)4 90 16 28 09  
[daji@univ-avignon.fr](mailto:daji@univ-avignon.fr)  
[univ-avignon.fr](http://univ-avignon.fr)

## **Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration réuni en formation plénière le 18 novembre 2025**

Informations générales

### **A. Stratégie de l'établissement :**

1. Questions budgétaires et financières :
  - 1.1 Présentation du budget rectificatif n°1 de l'exercice 2025 (pour information)
  - 1.2 Approbation du contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) 2025-2027 entre Avignon Université et l'État
  - 1.3 Approbation d'un abondement financier de l'Établissement au Contrat de Plan État-Région (CPER) 2021-2027 relatif à :
    - la création d'un bâtiment de Recherche, de Formation et d'Innovation « Villa Naturalité »
    - la rénovation de la bibliothèque universitaire
2. Questions relatives au patrimoine immobilier :
  - 2.1 Approbation du dossier d'expertise relatif à la création d'un bâtiment de Recherche, de Formation et d'Innovation « Villa Naturalité » - Programmation CPER 2021-2027
  - 2.2 Approbation du dossier d'expertise relatif à la rénovation de la bibliothèque universitaire - Programmation CPER 2021-2027
3. Questions relatives aux ressources humaines :
  - 3.1 Approbation de la campagne d'emplois enseignants-chercheurs et enseignants au titre de l'année 2026
  - 3.2 Approbation de la campagne d'emplois BIATSS au titre de l'année 2026
  - 3.3 Approbation de la valorisation indemnitaire de la mission d'assistant de prévention

### **B. Fonctionnement de l'établissement :**

1. Questions relatives au fonctionnement de l'université :
  - 1.1 Approbation de la modification du règlement intérieur de l'université afin d'y annexer l'instruction santé sécurité au travail
  - 1.2 Approbation de la modification de l'annexe aux statuts de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN) relative au changement de nom du Centre d'Enseignement et de Recherche (CER) « Droit » en « Faculté de droit »
  - 1.3 Approbation de la modification des critères et plafonds de bourses de mobilité à l'international à compter de l'année universitaire 2025-2026, sur proposition de la commission de bourses de mobilité
  - 1.4 Désignation des représentants du Conseil d'administration au sein des commissions et conseils des services communs :
    - 1.4.1 Trois représentants étudiants à la Commission du « Fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes » (FSDIE)
    - 1.4.2 Un représentant étudiant au Conseil de gestion du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV)
    - 1.4.3 Un représentant étudiant au Conseil de gestion du Service d'accompagnement à la formation, l'insertion, la réussite et l'entrepreneuriat (SAFIRE)
  - 1.5 Désignation des représentants au Conseil Documentaire de la Bibliothèque universitaire :
    - 1.5.1 Six représentants enseignants-chercheurs, enseignants ou chercheurs au Conseil Documentaire de la Bibliothèque universitaire
    - 1.5.2 Quatre représentants étudiants au Conseil Documentaire de la Bibliothèque universitaire
2. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :
  - 2.1 Approbation de la convention de partenariat entre Avignon Université et l'École supérieure de la banque dans le cadre de la licence professionnelle « Assurance, banque, finance : chargé de clientèle » au titre de l'année universitaire 2024-2025
  - 2.2 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et CAP PERFORMANCE au titre de l'année universitaire 2025-2026
  - 2.3 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et l'APECITA (master STAAE) au titre de l'année universitaire 2025-2026
  - 2.4 Approbation de la convention pluriannuelle 2025-2027 entre Avignon Université et le Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENESR) portant sur l'expérimentation « Campus zéro non-recours »
3. Questions diverses<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Tout point à inscrire dans les « Questions diverses » doit être présenté à la Présidence ([president@univ-avignon.fr](mailto:president@univ-avignon.fr) ou [vice-president-ca@univ-avignon.fr](mailto:vice-president-ca@univ-avignon.fr)) au moins 5 jours avant la tenue de la séance.

Le 18 novembre 2025, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du président de l'établissement.

TABLEAU DES PRÉSENCES		PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS (procuration à)	ABSENTS / EXCUSÉS
<b>Président</b>	M. LINARÈS Georges	X		
<b>Vice-président du CA</b>	M. RICHAUD Alain	X		
<b>Représentante du Rectorat (invitée)</b>	Mme CARBONE Catherine	Visio		
<b>Collège A</b>	Mme VINET Agnès		Mme BLANKE Delphine	
	M. DOUVINET Johnny	X		
	Mme FALKERT Anika		Mme BLANKE Delphine	
	M. MARREL Guillaume	X		
	Mme BLANKE Delphine	X		
<b>Collège B</b>	Mme CAVALIE Elsa			X
	M. MONNET Fabien			X
	Mme KOUMPLI Christina	X		
	M. PAYAN Paul	X		
	Mme TIXIER Anne-Sylvie			X
<b>Collège C BIATSS</b>	M. BERRAG Allal	X		
	M. SUDREAU Daniel	X		
	Mme ANDRÉ Fanny	X		
	M. LUBIN Mario	X		
<b>Collège Etudiants</b>	M. MAXIMIN Mathieu	X		
	Mme FRISICARO Soléane	X		
	M. IFTIME Cristian	X		
	M. GUILLAUME Rémi			X
<b>Personnalités Extérieures</b>	Mme GAGNIARD Anne	X		
	Mme JABLONSKI-CASTANIER Christelle			X
	M. BISSIERE Michel		M. RICHAUD Alain	
	M. CARLIN Frédéric		M. LINARÈS Georges	
	M. GONIDEC Jean-François	X		
	Mme BATTAGLIA Pascale			X
	M. GONTARD Paul-Roger			X
	Mme JULLIAN Catherine	X		
<b>Participants à titre consultatif de droit</b>	M. BARBE Jacky	X		
	M. BOURDAGEAU Stéphane	X		
	M. BLANCO Jean-François			X
	Mme DECUYPER Florence			X
	M. GUIN Joël			X
	M. GUINTOLI Claude	X		
	M. JABAÏAN Bassam	X		
<b>Invités</b>	Mme BONNOT Marina	X		
	Mme CHARLES Florence	X		
	Mme FREDOUILLE Corinne	X		
	Mme GALNON Claudie	X		
	M. GOMES Vasco	X		
	M. NOTTIN Stéphane	X		
	Mme ROSIER Anne-Lise	X		
	Mme SOMMAZI Laurence	X		

Membres composant le conseil : 28

Membres présents (17) ou suppléés (4) : 21

Membres absents et non suppléés : 7

Après s'être assuré que le quorum est atteint, Monsieur Georges Linarès, président d'Avignon Université, ouvre la séance du CA. Il est 14h30.

## **Informations générales**

### **Effectifs étudiants :**

La tendance de croissance des effectifs étudiants se confirme et ces derniers devraient prochainement atteindre 7 000 étudiants, soit une croissance qui représente entre 6 et 7%. Les effectifs étudiants sont un point de préoccupation pour l'établissement après une trajectoire décroissante ces dernières années.

### **Ressources propres générées par la recherche partenariale :**

Il y a trois ans, les ressources propres générées par la recherche partenariale représentaient 2,5 M€ /an, l'année dernière elles représentaient environ 3 M€ et 4 M€ en 2025. Il s'agit d'une bonne nouvelle car ce sont les grands indicateurs qui traduisent la vitalité de l'établissement.

### **Ressources propres générées par l'apprentissage :**

Concernant les ressources propres générées par l'apprentissage, l'année prochaine l'établissement devrait avoir 200 K€ de plus. Cela est important car il s'agit de l'un des sujets porté au sein de l'établissement et cela doit permettre de débloquent certains freins, notamment concernant la campagne d'emplois ou la capacité à recruter du personnel en respectant les règles fixées par la tutelle. Le président indique que cela est le résultat d'un travail collectif et il remercie les collègues pour leur travail dans un contexte difficile car le projet de loi de finances est en cours de discussion.

Ce qui semble se dessiner est un maintien de l'enveloppe du programme sur laquelle sont notamment financées les subventions pour charge de service public des universités. Dans l'hypothèse où le financement de ce programme serait maintenu, il y aurait par ailleurs des charges qui augmentent. L'année dernière, il y a eu le sujet de l'augmentation de quatre points du CAS Pensions, ce qui représentait 800 K€ de charges supplémentaires pour l'établissement. Une compensation de ces charges a été demandée puis actée pour l'année dernière mais pour cette année, il y a à nouveau quatre points d'augmentation du CAS Pensions dont la compensation annoncée par le ministre devait être de 50%. Or finalement, cette dernière ne devrait plus être que de 40%. Cela représenterait un coût d'environ 500 K€ pour l'établissement.

### **Protection Sociale Complémentaire :**

La Protection Sociale Complémentaire (PSC) est un dispositif qui a été négocié avec les syndicats notamment. Lors de sa rencontre avec les membres de l'établissement, l'équipe de la MGEN a été interrogée sur l'idée d'avoir une compensation sur la partie de la PSC prise en charge par l'établissement. Or finalement, il ne devrait plus y avoir de compensation de cette partie de la PSC. Ainsi, la partie de la PSC prise en charge par l'établissement représentera 200 K€ cette année et en année pleine, cela devrait représenter 300 K€. Ce sujet continue d'être discuté et France Universités se mobilise, dans un contexte général avec des difficultés multiples en termes de finances publiques.

### **Nouveaux membres élus au sein du Conseil d'administration :**

Le Président souhaite la bienvenue aux nouveaux membres élus du Conseil d'administration et les remercie pour leur engagement. Il s'agit de Monsieur Daniel Sudreau (collège BIATSS) et des représentants étudiants élus lors du scrutin des 5 et 6 novembre 2025, à savoir Messieurs Mathieu Maximin (titulaire), Cristian Iftime (titulaire), Rémi Guillaume (titulaire), Madame Soléane Frisicar (titulaire) et Mesdames Gil Peuteuil (suppléante), Fatema Zohra Norhene Ghazali (suppléante), Elisa Girard (suppléante) et Nicolas Roudier (suppléant).

## **A. Stratégie de l'établissement :**

### **1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 7 octobre 2025**

En page 15 du procès-verbal du Conseil d'administration du 7 octobre 2025, Monsieur Allal Berrag demande de modifier la retranscription d'un passage lors de sa prise de parole. Il s'agit de remplacer la phrase suivante « *Monsieur Allal Berrag indique que la proposition syndicale est d'emballer le régime indemnitaire, de ne plus en parler* » par « *Monsieur Allal Berrag indique que la proposition syndicale est de discuter d'abord du régime indemnitaire et de terminer ce sujet, puis de discuter des autres points évoqués par le DGS* ». Cette correction sera apportée en page 15 dudit procès-verbal.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le procès-verbal du Conseil d'administration du 7 octobre 2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

### **2. Questions budgétaires et financières :**

#### **2.1. Présentation du budget rectificatif n°1 de l'exercice 2025 (pour information)**

Le VP CA donne la parole à Madame Laurence Sommazi, Directrice des affaires financières, qui présente le budget rectificatif n°1 de l'exercice 2025.

Des modifications peuvent être apportées au budget de l'établissement en cours d'exercice. Elles sont adoptées par le Conseil d'administration dans les mêmes conditions que le budget initial (BI). Le Conseil d'administration peut déléguer au Président de l'établissement le pouvoir d'adopter des décisions modificatives du budget, dans la mesure où elles ne dépassent pas un certain montant de variation à la baisse ou à la hausse des autorisations d'engagement et des crédits de paiement par rapport au budget initial. C'est ce qui s'est produit ici dans le cadre de ce premier budget rectificatif de l'année 2025. Cela permet de poursuivre l'année sans qu'il n'y ait de rupture de l'activité.

En termes de recettes, les objectifs du premier budget rectificatif 2025 sont :

- enregistrer la subvention pour charge de service public (SCSP) supplémentaire qui représente +1,17 M€/BI ;
- prendre en compte la dotation finale de la CVEC qui représente +23 k€/BI ;
- tenir compte de l'augmentation des consommations liées au dispositif santé psy étudiants financé par le ministère qui représente +51k€/BI.

En termes de dépenses, les objectifs du premier budget rectificatif 2025 sont :

- augmenter les dépenses de masse salariale qui représentent +722 k€ et qui sont liées à la hausse de quatre points du CAS Pensions ;
- augmenter les dépenses liées à la CVEC et au dispositif psy étudiants (+74 k€) ;
- les dépenses de fonctionnement (+440 k€) comprenant des dépenses non prévues ainsi que des aléas de gestion tous centres financiers confondus (exemple : surcoûts liés aux dépenses de sûreté et de sécurité incendie) ;
- reprogrammer les opérations d'investissement qui ne pourront pas être menées en 2025, soit une baisse de -700 k€ ;
- mettre à jour la dotation annuelle aux amortissements avec le réalisé de l'année 2024 (+500k€).

Étant donné qu'il y a eu davantage de recettes ouvertes que de dépenses, cela améliore les indicateurs prévisionnels de soutenabilité de l'établissement :

<b>Ratios de soutenabilité budgétaire</b>	
<b>Niveau Final de trésorerie (&gt;30 jours de fonctionnement en CP hors Inv.)</b>	<b>70,9 Jours</b>
<b>Niveau Final du FDR (&gt;15 jours de CP hors Inv.)</b>	<b>35,4 Jours</b>
<b>Charges de personnel (&gt; 83% des produits encaissables)</b>	<b>82,8%</b>

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Concernant la reprogrammation des opérations d'investissement qui ne pourront pas être menées en 2025 et qui représentent 700 k€, Madame Corinne Fredouille demande si cela sera reporté sur le budget de l'année 2026 de façon à aller au bout de ce qui était prévu. Madame Laurence Sommazi répond qu'en effet, certaines opérations seront reportées mais pas toutes car des priorités deviennent davantage prioritaires que ces opérations-là et ces dernières sont, pour le moment repoussées. Madame Corinne Fredouille demande si les 700 k€ de reprogrammation ont permis de financer d'autres éléments tels que les dépenses de fonctionnement (+440 k€). Madame Laurence Sommazi répond par la négative et indique que les dépenses d'investissement sont « puisées » dans le fonds de roulement contrairement aux dépenses de personnel ou de masse salariale. Cette année, le fonds de roulement est maintenu à un niveau équivalent à celui de l'année dernière mais l'établissement en aura besoin pour les opérations à venir. Le Président complète et indique qu'en termes d'investissement et notamment en ce qui concerne l'immobilier, la difficulté est la capacité du service en charge de l'immobilier de porter des grands projets. Le service est en phase de restructuration et des opérations sont actuellement en suspens. Les projets ne sont pas abandonnés mais il s'agit d'attendre d'être en capacité de les porter dans de bonnes conditions. Tel que cela a été évoqué lors de séances précédentes du Conseil d'administration, l'établissement aura des choix stratégiques à opérer dans les prochaines années et ce, dans le cadre de la perspective, hypothétique, de la dévolution du patrimoine. Cela s'anticipe et c'est dès maintenant que se construisent les conditions qui doivent permettre à l'établissement de bien s'adapter à cette perspective. Le VP CA complète avec un exemple de re-priorisation en matière immobilière, à savoir la possibilité de récupérer un hall du Parc des expositions afin de le transformer en gymnase pour le campus d'Agroparc. Ce projet n'était pas prévu l'année dernière mais il est désormais intégré. Des sommes peuvent ainsi être réallouées en fonction des opportunités.

Madame Corinne Fredouille fait état de certains bâtiments du CERI qui n'ont pas eu la vigilance attendue en termes de maintenance par le service dédié et indique que sur le bâtiment du CERI, qui a fêté ses 30 ans, les canalisations de

climatisation et de chauffage sont dans un mauvais état ainsi que des dalles de plafond. Elle indique qu'il y a effectivement des priorités à mettre en place. Le budget est de 150 k€ à investir pour revoir l'ensemble de la canalisation du bâtiment. Elle ajoute que lorsque la direction DPI/DCAVIS sera restructurée, il faudra qu'elle se rende dans les différentes composantes afin de constater les besoins et les priorités en termes de budget.

À défaut d'observation, le VP CA introduit le point suivant de l'ordre du jour.

## **2.2. Approbation du contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) 2025-2027 entre Avignon Université et l'État**

Le Président indique que le contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) 2025-2027 entre Avignon Université et l'État a fait l'objet de plusieurs réunions et lors de sa dernière réunion, le Comité social d'administration (CSA) a demandé la reformulation d'un paragraphe du COMP. Le document sera retravaillé en fonction des remarques du CSA et son approbation est reportée à une séance ultérieure du Conseil d'administration (après avis du CSA).

À défaut d'observation, le VP CA introduit le point suivant de l'ordre du jour.

## **2.3. Approbation d'un abondement financier de l'Établissement au Contrat de Plan État-Région (CPER) 2021-2027 relatif à :**

- la création d'un bâtiment de Recherche, de Formation et d'Innovation « Villa Naturalité »**
- la rénovation de la bibliothèque universitaire**

Le VP CA donne la parole à Madame Florence Charles, qui présente l'abondement financier de l'établissement au Contrat de Plan État-Région (CPER) 2021-2027 et le dossier d'expertise relatifs à la création d'un bâtiment de Recherche, de Formation et d'Innovation « Villa Naturalité ».

La Villa Naturalité est un projet structurant pour l'université, qui vise à déployer la partie recherche, formation et innovation sur l'un des deux axes stratégiques de l'établissement qui est l'axe « Agrosociétés ». Il s'agit quelque peu du parallèle de la Villa Créative qui déploie les activités de recherche, de partenariat et de formation sur l'axe « Culture, patrimoine et sociétés numériques ». Madame Florence Charles présente l'équipe pluridisciplinaire en charge du projet, dont certains sont présents physiquement lors de la séance et d'autres sont en visioconférence. La Villa Naturalité est d'abord un projet bâtiminaire avec la construction d'un bâtiment de 2 000 m<sup>2</sup> qui sera situé à Agroparc, sur le terrain vague se trouvant entre le campus Jean-Henri Fabre et la résidence du CROUS. En face de la Villa Naturalité, sur l'autre terrain vague, se trouvera le campus du groupe Isara-Isema. L'idée est de créer un cœur de campus et la Villa Naturalité en sera l'élément fédérateur. Dans les exigences bâtiminaires, il a été décidé d'être certifié à une démarche « BDM » (bâtiment durable méditerranéen) et de répondre à un certain nombre d'exigences au niveau environnemental, économie, flux, etc. Le budget initial du bâtiment est de 11 M€, dont 9 M€ financés par le CPER. Le Grand Avignon cède le foncier pour 1€ symbolique et Avignon Université complète avec un autofinancement. La Villa Naturalité est un projet partenarial dont le fondement est de créer une mixité privé/public et un certain nombre de membres fondateurs se sont réunis depuis la préfiguration du projet en 2023-2024. Ces membres fondateurs sont la Région Sud, le Grand Avignon, l'INRAE, le Pôle Innov'Alliance et le groupe Isara-Isema. Madame Florence Charles présente les partenaires du projet (présentation projetée en cours de séance). Le projet de la Villa Naturalité a été défendu au comité d'ingénierie financière de la Région Sud via l'OIR Naturalité, qui s'est tenu au mois de décembre dernier. Le projet a rencontré un vif succès auprès des partenaires industriels et notamment auprès de partenaires locaux tels qu'Aroma-Zone, Naturex, McCormick, qui sont très intéressés par ce projet fédérateur. Des discussions ont eu lieu avec deux partenaires qui seraient potentiellement des futurs locataires de la Villa Naturalité : Végétale (revue nationale de la filière fruits et légumes) et la Plateforme d'éco-extraction de Valréas (PEEV). Des banques ont également fait part de leur souhait d'investir dans ce type de projet.

La Villa Naturalité est aussi un instrument au service de la formation. Au sein d'Agroparc, il existe un manque flagrant de bâtiments et d'espaces de formation. L'idée est de créer un amphithéâtre de 300 places et des salles de formation de grande capacité qui pourront par exemple accueillir les UEO, qui sont quasi inexistantes pour les étudiants à Agroparc. Toujours dans un objectif de mixité privé/public, la Villa Naturalité accueillera le groupe Isara-Isema, qui est d'ores et déjà implanté à Agroparc. La Villa Naturalité sera également un instrument au service de la recherche et de l'innovation. La politique de l'établissement est de favoriser le partenariat. Il est souhaité d'y créer un lieu d'expérimentation avec une halle technologique qui sera portée par la Plateforme d'éco-extraction de Valréas. Le bâtiment disposera également de zones qui pourront être sous-louées par des entreprises car il s'agit d'un besoin important qui a été remonté par les partenaires. Il ne s'agit pas de concurrencer les LabCom mais de proposer des lieux utiles et efficaces pour faire des expérimentations de courte durée et ainsi répondre à des problématiques précises des entreprises. La Villa Naturalité est également un instrument au service de l'entrepreneuriat étudiant car il va accueillir le Pôle PÉPITE. Il est prévu de créer un service de vie étudiante et de vie de campus (lieux dédiés aux consultations de santé, à l'accueil des associations étudiantes notamment). La Villa Naturalité sera un lieu ouvert à tous les publics, un lieu de connaissance dans lequel est prévue la création d'un Learning Center de 600m<sup>2</sup> qui prendra la place de la BU du campus Jean-Henri Fabre. Enfin, la Villa Naturalité comprendra un espace événementiel qui permettra d'accueillir des réunions annuelles, des conférences, etc.



Concernant le modèle économique de la Villa Naturalité, l'idée est de créer une Société Universitaire Locale Immobilière (SULI) et pour ce faire, l'établissement a été appuyé par RisingSUD et les cabinets d'avocats EY. La SULI va recevoir des loyers par les locataires, avec des tarifs différenciés en fonction des locataires et peut-être des investissements par les banques. Elle pourra ainsi assurer sa gestion et son fonctionnement. Madame Florence Charles présente ensuite les investissements et les surcoûts du projet. Ces derniers représentent 1M€ liés aux travaux, concours architecte, mandataire maîtrise d'ouvrage, frais de notaire. Il est demandé ce jour au Conseil d'administration de valider le million d'euro supplémentaire. Le coût total du projet, à savoir 12 M€, peut être financé via différents moyens (investisseurs privés ou publics, emprunts par la SULI, mécénat, dotations, appels à projets). Madame Florence Charles présente ensuite le calendrier du projet et indique que l'ouverture de la Villa Naturalité est prévue pour la rentrée 2030.

Le Président indique que le calendrier de l'expertise par le rectorat est un moment charnière pour le projet. Le financement étant du CPER, il est important de respecter les délais afin de ne pas perdre ce financement. Afin de sécuriser le financement CPER, de sécuriser le projet, l'établissement a fait appel au Cabinet Clément & Associés pour établir le dossier d'expertise technique qui doit être transmis au rectorat à l'issue de cette séance. Ce projet compte plusieurs enjeux et notamment celui lié à la viabilité et la soutenabilité du projet vis-à-vis des grands financeurs CPER.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Allal Berrag demande s'il y a eu une étude sur les retombées financières du projet pour l'établissement à court et moyen terme. Le Président répond qu'au-delà de la question des retombées financières du projet il y a la question de la soutenabilité économique. Est-ce que l'université peut ajouter 2 000 m2 aux surfaces qu'elle exploite sans que cela ne mobilise des moyens qu'elle n'a pas maintenant ? C'est tout l'objet des SULI. Le modèle économique du projet a été travaillé avec le cabinet EY et un accompagnement de la Région. Il s'agit pour l'établissement d'améliorer sa capacité à former les étudiants et ce n'est pas seulement une question de recherche partenariale mais aussi d'accueil des étudiants avec une partie relative à la vie étudiante et à la vie de campus qui est très importante pour l'université. En effet, il y a aussi la question de la recherche et de l'innovation mais cela fait partie du package global. La soutenabilité financière du projet a été évaluée et c'est la raison pour laquelle les espaces seront loués aux occupants, notamment Isema-Isara.

Monsieur Daniel Sudreau indique être gêné par le partenariat avec Isema-Isara qui est un organisme privé. Il s'interroge sur les moyens techniques et humains, qui ne sont pas évoqués dans le projet. Il ne voudrait pas renouveler l'expérience de la Villa Créative en termes de délais pour avoir des moyens humains. Le Président répond que pour la Villa Créative, il y a un contrat de prestation de service que l'université a signé avec la Société Universitaire et de Recherche (SUR). Pour la Villa Naturalité, la SULI est une structure qui exploite le bâtiment et il n'est pas nécessaire de mobiliser les services de l'université pour faire tourner cette SULI. Si l'université décide d'avoir un contrat de prestation de service avec la SULI, il s'agira alors d'un autre sujet. L'alternative serait de ne pas créer de SULI et l'université serait exploitante du bâtiment, elle récupérerait alors l'ensemble des ressources générées par la structure mais elle devra mettre les moyens pour exploiter la structure. La façon dont les services seront mobilisés dépend de la structure qui va exploiter le lieu.

Monsieur Allal Berrag indique qu'en évitant le piège dans lequel on est tombé pour la Villa Créative, l'aléa sera réduit pour le projet de la Villa Naturalité. Il ajoute que le projet initialement prévu a été complètement modifié et cela induit des frais supplémentaires, et ce, même en termes de construction car la sécurité d'une salle de spectacle n'est pas gérée de la même manière que celle d'une salle de cours. Il conseille de ne pas construire le projet en fonction des idées voulues par les partenaires. Le bâtiment doit être construit tel que l'université l'a prévu au départ et ce n'est pas aux partenaires d'imposer à l'université la manière dont doit être construit le bâtiment. Madame Florence Charles répond que ce ne sont pas les partenaires qui ont identifié la structuration de la Villa car des groupes de travail ont été réalisés en début d'année afin de questionner l'ensemble des enseignants-chercheurs et des services sur les besoins. Cela n'avait peut-être pas été fait pour la Villa Créative et pour ce projet, l'équipe essaie d'impliquer l'ensemble de la communauté universitaire pour savoir quels sont ses besoins, dès le démarrage du projet. Le Président répond que la Villa Créative était un projet de réhabilitation et les aléas ne sont pas les mêmes que pour un projet de construction tel que la Villa Naturalité. Dans le projet de réhabilitation de la Villa Créative, il y a eu des problématiques liées à la pollution, à la charpente, au plancher, etc. qui ont eu un coût supplémentaire et ont retardé la livraison et cela a, par la suite, eu un ensemble d'impacts. Le Président indique que pour la Villa Créative, ce ne sont pas les résidents qui ont imposé leurs conditions et l'établissement a intégré un ensemble de contraintes économiques, de chantier, de calendrier pour arriver à l'aboutissement du projet. Le projet a été compliqué du début à la fin. Le Président entend le point de vigilance quant à ne pas se retrouver dans le même type de difficulté que pour la Villa Créative et indique que le cadre devrait être plus simple pour le projet de la Villa Naturalité.

Monsieur Daniel Sudreau fait remarquer qu'il ne voit pas de local syndical prévu dans le projet. Madame Laurence Charles répond que cela n'a pas été demandé lorsque les groupes de travail se sont réunis.

Monsieur Daniel Sudreau demande comment se fera la sélection du mandataire financier (appel d'offres, candidatures ?). Monsieur Vasco Gomes, Responsable du service des achats et de la commande publique, répond que la sélection se fera par appel d'offres avec une publication probablement au début du mois de janvier, une analyse des offres qui interviendra au mois de février ou mars et une notification prévisionnelle au mois d'avril. L'objectif de ce mandataire est d'assister l'établissement sur trois points qui sont l'axe financier, l'axe technique et l'axe juridique pour renforcer les équipes d'ores et déjà existantes.



À défaut d'observation, le VP CA donne la parole à Monsieur Jacky Barbe, Directeur de la bibliothèque universitaire pour la présentation du deuxième projet, relatif à la rénovation de la bibliothèque universitaire (BU). Il présente l'équipe en charge du projet. Le projet, inscrit au CPER 2021-2027, consiste à la fois à la transformation de la bibliothèque universitaire en Learning Center et à la rénovation énergétique de la bibliothèque et du bâtiment. Le dossier d'expertise du projet doit être soumis au rectorat, comme celui de la Villa Naturalité.

Monsieur Olivier Platon, Économe de flux et porteur du volet « Rénovation énergétique » présente le budget du projet dont le financement total représente 3,9 M€ (CPER : 2,4 M€ ; Rénovation énergétique : 1 M€ - fonds propres ; Rénovation sanitaires et système de sécurité incendie : 0,5 M€ - fonds propres). Le bâtiment actuel, architecturalement moderne, date de 1997. Il n'y a eu aucune rénovation majeure réalisée. La configuration du bâtiment n'est plus en adéquation avec les usages et besoins. Un inconfort thermique a été constaté, en été et en hiver (passoire énergétique). Les équipements de chauffage, ventilation et climatisation sont en fin de vie et doivent être remplacés. On note également des défauts d'étanchéité des toitures avec des infiltrations d'eau par temps de pluie.

Monsieur Jacky Barbe indique que malgré ces difficultés liées au bâtiment et à sa conception, les deux niveaux de la bibliothèque universitaire représentent un potentiel d'aménagement extrêmement riche et positif. Les transformations permettront l'adaptation des espaces et services aux nouveaux besoins et usages. Les espaces seront équipés de Fab-Lab, de salles pédagogiques et de travail en groupe. L'amélioration du confort thermique et acoustique est absolument indispensable. Le mobilier sera modernisé et une nouvelle identité visuelle est également prévue.

En termes d'améliorations énergétiques, il s'agit de :

- remplacer une grande partie des murs-rideaux, des ventilo-convecteurs avec détection de présence, des systèmes d'éclairage avec détection de présence et de luminosité ;
- remplacer des pompes à chaleur géothermiques du bâtiment ;
- ré-isoler les toitures terrasses ;
- mettre en place des ventilateurs de plafond ;
- créer des sas de type tambour sur les deux entrées du bâtiment.

Les objectifs de la rénovation sont de :

- renforcer l'attractivité de la bibliothèque et par là-même de l'établissement ;
- offrir aux étudiants et aux enseignants un lieu d'apprentissage modernisé, fonctionnel et adapté aux nouvelles pratiques ;
- adapter le bâtiment au contexte actuel de sobriété énergétique voulu par l'université et le rendre plus confortable.

En termes de calendrier, la livraison du projet est prévue au mois de septembre 2028. La transformation physique de la bibliothèque s'accompagnera également d'une transformation du service puisque l'activité et les missions des agents doivent se centrer désormais sur la médiation et pas uniquement l'accueil. Il est important que le personnel s'adapte à ces nouvelles missions d'activité et de service. Il s'agit du modèle de Learning Center. Monsieur Jacky Barbe indique qu'il proposera à l'établissement des évolutions en termes d'organisation, de fonctionnement et de communication.

Monsieur Olivier Platon rappelle aux conseillers que pour toute question relative au projet, Monsieur François Pech (cabinet Etyo) est présent en séance de ce jour. Ce dernier a accompagné l'équipe durant toute la phase d'élaboration du dossier d'expertise (point A.3.2 de l'ordre du jour).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Claude Guintoli, Agent comptable, demande si pour la rénovation énergétique de la BU, financée via les ressources propres de l'établissement, il n'existe pas de possibilité de financement externe qui permettrait de financer une partie des travaux. Monsieur Olivier Platon répond qu'en termes de rénovation énergétique, l'État et notamment la DÎE abonde de façon assez importante afin que les établissements puissent rénover leur bâti. L'université a pu profiter de cela à hauteur de plusieurs millions d'euros mais cela concernait des petits projets. Le projet dont il est question ici est plus important. Il y avait des financements ouverts pour cette année-là mais le calendrier ne correspondait pas aux délais de réponse et les besoins d'informations à communiquer. Aussi, pour cette année, il n'a pas été possible de chercher des financements. Pour l'année prochaine, si des financements sont proposés, il faudra effectivement en faire la demande.

Monsieur Daniel Sudreau demande si le personnel de la bibliothèque universitaire a été associé au projet. Il demande également si les changements de métiers pour le personnel ont été évalués, bien appréciés et discutés. Il fait part de ses inquiétudes quant à ces grands changements pour les personnels concernés. Monsieur Jacky Barbe répond qu'il travaille dans une démarche de projet de service sur une durée d'environ quatre ans. Le premier projet de service avait pour but de transformer l'organisation du service en période de transition vers le Learning Center. Une deuxième démarche de projet de service a été initiée et il s'agit d'un travail de groupe auquel participe l'ensemble du personnel, qui consiste à déterminer à partir des documents cadres de l'université des axes et orientations stratégiques qui sont déclinés en objectifs opérationnels, c'est à dire en actions à réaliser concrètement. Ce deuxième projet de service sera présenté au conseil documentaire la semaine prochaine et il démarrera au mois de janvier 2026. Le personnel est associé en continu au projet et il est en attente des transformations, notamment d'un point de vue énergétique. Le plan travaillé avec le cabinet Etyo est issu directement de l'expression des besoins que l'équipe a travaillés au premier semestre de cette année de manière collective et participative.

Monsieur Allal Berrag trouve que le montant de la rénovation des sanitaires, qui représente 0,5 M€, est excessif. Il demande si l'étude du coût de la rénovation des sanitaires est sincère. Monsieur Olivier Platon répond que deux sanitaires ont d'ores et déjà été rénovés au sein du bâtiment Sud (RDC et R+1) et cela a coûté 100 k€. Il s'agit d'opérations assez coûteuses. Monsieur Allal Berrag répond que même ce montant de 100 k€ est excessif et il pense qu'en régie cela peut être réalisé pour un montant de 3 k€. Monsieur Olivier Platon répond qu'il s'agit ici d'une rénovation complète avec l'ensemble des sanitaires, de la faïence, du carrelage et il y aura des économies d'échelle dans le cadre de ces travaux. Madame Florence Decuyper, Directrice générale des services adjointe en charge des fonctions "support", ajoute que ce sont notamment les réseaux et conduites qui coûtent cher à être changés. Monsieur Vasco Gomes indique que tout ceci est soumis au code des marchés publics, à appel d'offres et donc mis en concurrence. Les tarifs seront « négociés » et nous serons toujours au plus juste.

Monsieur Daniel Sudreau demande si, dans la perspective des réaménagements, la cellule APUI ou la DOSI a été associée car il y aura des aménagements à prévoir, des évolutions du matériel à remplacer. Monsieur Daniel Sudreau fait remarquer qu'il y a un travail de modernisation à faire concernant le système de gestion des messages audio au sein de la BU car cela fait plusieurs années que les équipes bricolent en la matière. Monsieur Jacky Barbe répond que la DOSI est associée au projet et une réunion de travail est prévue la semaine prochaine avec son directeur. Concernant le renouvellement du matériel audio, Monsieur Jacky Barbe est d'accord avec la remarque de Monsieur Daniel Sudreau et en prend bonne note.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'abondement financier de l'Établissement au Contrat de Plan État-Région (CPER) 2021-2027 relatif à la création d'un bâtiment de Recherche, de Formation et d'Innovation « Villa Naturalité » et à la rénovation de la bibliothèque universitaire.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une voix contre et une abstention)**

### **3. Questions relatives au patrimoine immobilier :**

#### **3.1. Approbation du dossier d'expertise relatif à la création d'un bâtiment de Recherche, de Formation et d'Innovation « Villa Naturalité » - Programmation CPER 2021-2027**

Le VP CA donne la parole à Madame Florence Decuyper, qui présente le dossier d'expertise relatif à la création d'un bâtiment de Recherche, de Formation et d'Innovation « Villa Naturalité » - Programmation CPER 2021-2027. Le dossier d'expertise est une formalité obligatoire dans le cadre d'un projet financé via le CPER. Ce dossier se double d'une transmission également à la mission régionale de la politique immobilière de l'État (MRPIE). Le format du dossier d'expertise est imposé par la circulaire du 7 juillet 2020 et à ce titre, l'établissement a été accompagné par Monsieur Nicolas Chemarin, du Cabinet Clément & Associés basé à Lyon et actuellement en visioconférence. L'objectif du dossier d'expertise est de démontrer au rectorat tout l'intérêt du projet et combien il est important pour le développement de l'université, des partenariats mais également de s'assurer qu'il sera conduit avec une équipe projet et une structuration en mode pilotage. Madame Florence Charles indique que la présentation effectuée précédemment dans le point relatif à l'abondement financier de l'Établissement au Contrat de Plan État-Région (CPER) 2021-2027 représente tout à fait le contenu du dossier d'expertise à savoir le contexte du projet, la structuration économique, les coûts, le calendrier. Le dossier d'expertise comprend une partie relative au scénario dans l'hypothèse où le projet ne se réaliserait pas. Cela permet de montrer l'intérêt du projet pour la formation, la recherche et les partenariats.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le dossier d'expertise relatif à la création d'un bâtiment de Recherche, de Formation et d'Innovation « Villa Naturalité » - Programmation CPER 2021-2027.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une voix contre)**

#### **3.2. Approbation du dossier d'expertise relatif à la rénovation de la bibliothèque universitaire - Programmation CPER 2021-2027**

Le VP CA donne la parole à Monsieur Jacky Barbe, qui présente le dossier d'expertise relatif à la rénovation de la bibliothèque universitaire - Programmation CPER 2021-2027. Le dossier d'expertise comprend les mêmes éléments que pour la Villa Naturalité avec une contextualisation de l'opération et une première préfiguration de la configuration des nouveaux espaces. Il a été souhaité d'améliorer certains points tels que recentrer l'entrée du public de la bibliothèque, pouvoir réutiliser les patios extérieurs, modifier la circulation intérieure afin d'éviter les nuisances sonores et un travail très important de reconfiguration des espaces qui feront l'objet non pas d'un cloisonnement, mais d'équipements en baies vitrées, subdivisés eux-mêmes en espaces de travail qui seront gérés selon les modalités actuelles. Le projet comprend également un changement de rayonnage permettant une meilleure accessibilité et visibilité tout en conservant la classification, qui ne peut changer dans le cadre de la configuration de la collection. L'espace d'accueil sera plus que doublé, et comprendra un espace d'exposition, un espace de conférence, et les espaces dédiés aux espaces collaboratifs seront équipés de tout le matériel et de toutes les connexions nécessaires. Monsieur Jacky Barbe remercie le cabinet Etyo, qui a tenu compte de l'expression des besoins qui avait été travaillée collectivement pour le projet de création du Learning Center. Le dossier d'expertise est à la fois un dossier administratif de validation, mais c'est également pour les universités qui se saisissent de cette opportunité une possibilité de recentrer ces espaces historiquement consacrés à la documentation vers les usages et les usagers qui utilisent ces espaces.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Delphine Blanke demande si la bibliothèque universitaire restera ouverte durant les travaux et s'interroge sur les nuisances que cela pourrait occasionner. Monsieur Jacky Barbe répond qu'effectivement les travaux auront lieu en « site occupé » et il s'agit d'une volonté de l'établissement que le service continue de fonctionner. Cela sera préparé avec le cabinet qui sera retenu dans le cadre de la maîtrise d'œuvre. Il confirme que cela engendrera des nuisances car il faudra vider des espaces pour les restaurer, les rénover, les reconfigurer, et puis les occuper, mais cela va également nécessiter un déplacement de la collection, qui pendant cette durée, si elle ne peut pas être stockée à proximité, ne sera pas disponible, ou le sera, mais en accès indirect. Des modalités de fonctionnement seront mises en place en « site occupé ». Cela sera difficile, mais faisable.

Monsieur Johnny Douvinet indique que selon lui, il y a un décalage entre les besoins actuels des étudiants et ce qui est proposé. Il donne l'exemple d'un passage en page 6 du dossier d'expertise, dans lequel il est précisé que « le but d'un Learning Center est de tester des pédagogies innovantes, apprentissage par projet de classe inversée » et indique que cela fait une dizaine d'années, voire quinze ans que cela existe sans avoir ces locaux. Sur l'indication suivante dans le dossier d'expertise « Accueillir des projets de recherche action en lien avec les acteurs locaux », il souhaiterait en savoir davantage, sachant qu'un certain nombre de projets de recherche sont déjà portés. Il en est de même pour l'indication suivante « Collaborer avec les laboratoires universitaires pour des programmes de mentorat ou d'incubation de start-up ». Il est d'accord sur la nécessité de rénover la bibliothèque universitaire et remercie l'équipe projet de porter ce dossier. Toutefois, sur certains éléments du dossier, il y a, selon lui, un décalage entre des besoins futurs, et puis une réalité, vécue, peut-être, du côté enseignant. Monsieur Jacky Barbe répond que les deux Villas remplissent ces fonctions-là mais le Learning Center doit pouvoir les remplir également. Le Président complète en indiquant qu'un certain nombre d'événements sont organisés dans le bâtiment Sud, notamment en lien avec l'entrepreneuriat et la reconfiguration globale du bâtiment est une opportunité pour mieux accompagner ces événements, tels que les « 24h pour entreprendre ».

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le dossier d'expertise relatif à la rénovation de la bibliothèque universitaire - Programmation CPER 2021-2027.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

#### **4. Questions relatives aux ressources humaines :**

##### **4.1. Approbation de la campagne d'emplois enseignants-chercheurs et enseignants au titre de l'année 2026**

Le VP CA indique qu'en matière de contexte de contrôle budgétaire et d'établissement, l'année 2025 est une année de changement car jusque-là, les universités étaient contrôlées sur un déficit budgétaire et après deux déficits budgétaires consécutifs, il y avait une intervention du rectorat pour avoir un retour à l'équilibre. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et le nouveau décret financier, le contrôle n'est plus opéré sur le déficit budgétaire de l'établissement mais sur les trois indicateurs de soutenabilité budgétaire présentés précédemment par Madame Laurence Sommazi dans le cadre du budget rectificatif 2025 : le nombre de jours de fonds de roulement qui doit être supérieur à 15 jours (Avignon Université est à 35 jours) ; le nombre de jours de trésorerie qui doit être supérieur à 30 jours (Avignon Université est à 96 jours) et enfin, les charges de personnel sur les produits encaissables (ratio Dizambourg) qui doivent représenter moins de 83 % (Avignon Université est à 82,8%). L'établissement est donc proche du seuil limite concernant ce ratio. Ce qui change également est le fait qu'il n'y a plus deux années consécutives de déficit sur l'un de ces indicateurs car un plan de retour à l'équilibre financier sera tout de suite demandé. Ce retour à l'équilibre financier implique d'améliorer ce ratio, soit en augmentant le numérateur, c'est-à-dire d'augmenter les recettes, or si cela était possible, cela aurait été fait avant de franchir les 83%, soit de réduire les dépenses de personnel, ce qui touchera dans un premier temps les personnels non titulaires. Avignon Université n'est pas le seul établissement en difficulté sur ce ratio. Cette masse salariale, avec les décisions de l'État de ne pas compenser un certain nombre de mesures qu'il compensait auparavant, implique des conséquences majeures telles que le glissement vieillesse technicité (GVT) qui représentera une dépense de 475 k€ pour l'établissement en 2026. Il en est de même pour la non compensation de la Protection Sociale Complémentaire (PSC), tel qu'indiqué par le Président précédemment. Pour l'année 2026, cela représentera +1,5 M€ sur la masse salariale, et ce, sans aucune décision prise par l'établissement. Ce montant est équivalent à la masse salariale de 14 MCF, 37 ATER ou enseignants-chercheurs contractuels ou 46 personnels BIATSS de catégorie C. Cela réduit considérablement les marges de manœuvre que l'établissement peut avoir dans sa gestion interne et par les sorties des personnels dans le cadre de départs à la retraite. Le VP CA indique que ces chiffres rendent très inquiets sur les capacités à gérer les établissements et à pouvoir répondre aux urgences des collègues BIATSS, enseignants-chercheurs, des formations ou encore des laboratoires. C'est dans ce contexte qu'a été établie la campagne d'emplois présentée au Conseil d'administration de ce jour.

Comme indiqué lors du Conseil académique plénier qui s'est réuni ce mardi 18 novembre matin, concernant la campagne d'emplois enseignants-chercheurs et enseignants au titre de l'année 2026, le choix a été fait de proposer six postes de MCF (deux pour l'Institut AgEs, deux pour l'Institut ICPSN, un pour le CERI et un pour l'IUT) et un poste de PR pour le CERI. Le VP CA précise que la gouvernance est consciente que ces postes-là ne sont pas quantitativement suffisants pour compenser les départs à la retraite, la hausse des charges portées par les collègues en matière d'apprentissage, de partenariat, de formation, de hausse des effectifs étudiants. Toutefois, il a été fait le choix cette année de ne plus remplacer les départs à la retraite par des personnels non titulaires ATER LRU mais par des enseignants-chercheurs titulaires. Il a également été fait le choix de maintenir une demande de Chaire de professeur junior (CPJ) qui avait été

obtenue lors des deux campagnes d'emplois précédentes. Pour l'année 2026, il s'agit d'une demande CPJ en Géographie. Pour postuler à une Chaire de professeur junior, il est nécessaire de mettre au concours un support de Professeur des universités. Aussi, il est proposé une promotion interne (46-3) de MCF vers PR qui soutient la demande de CPJ. Ce repyramidage interne ira au CERI.

Le Président présente les éléments de contexte des dernières années concernant la situation de l'établissement. Entre 2021 et 2025, l'université a perdu 25 emplois d'enseignants ou d'enseignants-chercheurs titulaires. Entre 2023 et 2025, l'établissement est passé de 271 à 252 enseignants ou enseignants-chercheurs. Cela a été en bonne partie porté par les postes de PRAG notamment. Il a été essayé de préserver autant que possible la volumétrie des enseignants-chercheurs afin de préserver le potentiel de recherche de l'établissement. Un grand effort a été fait à ce niveau-là. L'université ne peut multiplier les années blanches en termes de campagnes d'emplois et ne peut continuer à ne pas renouveler les départs à la retraite, les mutations, les promotions. Les six postes ouverts dans la campagne d'emplois 2026 ne sont pas des postes en plus mais des départs qui sont compensés. Cela s'inscrit dans un contexte de forte baisse des effectifs enseignants et enseignants-chercheurs. Concernant l'augmentation des effectifs des personnels BIATSS, cela est essentiellement dû à des financements sur projets. Cela permet de recruter du personnel BIATSS en soutien de l'activité scientifique de l'établissement mais il s'agit de postes non pérennes, avec des missions liées aux contrats pour lesquels les projets de recherche ont obtenu un financement (exemple : projets PIA). Dans un horizon plus lointain, entre 2018 et 2021, il y a eu une phase d'augmentation de l'effectif des personnels BIATSS mais le contexte global était différent (amortissement de l'autonomie des universités). Depuis deux ou trois ans, le contexte est différent, avec un soutien et un support essentiellement préservés par les contrats de recherche qui obtiennent des financements mais qui ne sont pas pérennes. Le risque étant le transfert de certaines missions régaliennes de l'établissement qui est supporté par des personnels non pérennes recrutés sur des contrats de recherche. Il s'agit ici d'un réel point de vigilance.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Cristian Iftime quitte la séance.

Monsieur Guillaume Marrel indique que l'Institut CPSN est reconnaissant du courage et de la détermination de l'équipe présidentielle à réaliser une campagne d'emplois dans une situation budgétaire très compliquée avec la question du ratio Dizambourg. Il fait part de son inquiétude et d'un certain mécontentement concernant la ventilation des six postes proposés au titre de l'année 2026. L'Institut CPSN subit des taux d'encadrement très bas depuis de longues années et en récupérant deux postes cette année dans la campagne d'emplois avec une répartition a priori assez équitable entre les différentes composantes, pour l'ICPSN, il y a une perte de trois postes car la composante a cinq départs sur l'exercice 2025. Monsieur Guillaume Marrel indique que dans le ratio, par rapport aux autres composantes, son Institut est dans une situation de dégradation quant à sa capacité d'encadrement alors que l'ICPSN représente une part très majoritaire des effectifs de l'université (59% des étudiants sont inscrits au sein de l'Institut CPSN soit 4 200 ; 65% des étudiants de master de l'université sont inscrits au sein de la composante soit 722). La composante est consciente du fait que le nombre d'étudiants n'est pas le seul indicateur. Monsieur Guillaume Marrel demande comment l'établissement prend en compte la question des effectifs étudiants et des ressources qu'il attribue aux équipes qui encadrent ces effectifs. Il rappelle que pour faire de la recherche, il faut du temps et lorsque les enseignants-chercheurs encadrent beaucoup d'étudiants, la quantité et la qualité de la recherche s'en ressentent. Concernant les taux d'encadrement, Avignon Université est en dessous des moyennes nationales dans les domaines DEG, SHS et ALL. Les équipes de l'Institut CPSN demandent d'examiner un plan de rééquilibrage sur l'équilibre national. Monsieur Guillaume Marrel ajoute qu'en France, les filières DEG, SHS et ALL sont moins encadrées que les filières STS, cela est un fait mais il demande si Avignon Université peut remonter aux moyennes de 5,1 enseignants-chercheurs pour 100 étudiants en ALL et SHS (actuellement 4,2 à Avignon Université) et 2,8 enseignants-chercheurs pour 100 étudiants en DEG (actuellement 2 à Avignon Université).

Le Président répond qu'un travail de collecte d'indicateurs d'objectivation a été réalisé en interne. Il reste à faire un travail de Benchmarking afin de comparer la situation d'Avignon Université par rapport aux autres universités. Concernant la répartition de la campagne d'emplois, cette dernière ne peut être fractionnée et la distribution des personnels est forcément entière. Ce qui gouverne la répartition des moyens, c'est un ensemble de dimensions qui peuvent être indépendantes les unes des autres, à savoir les effectifs étudiants, la recherche, l'innovation, etc. Le rayonnement de l'établissement dépend de ses liens avec les organismes de recherche et l'intégration dans des réseaux nationaux et internationaux car c'est une petite université. Ce sont des critères dont il est tenu compte dans les clés de répartition des moyens. Le Président entend bien la nécessité de Benchmarker, d'objectiver, de se mettre dans le contexte national. Toutefois, il y a beaucoup de dimensions dont il faut tenir compte et il est difficile d'avoir une sorte de règle de calcul qui objectiverait cette répartition des moyens. Il comprend la déception et les difficultés à continuer de soutenir le développement de l'université alors que la situation est critique en termes de ressources humaines. La campagne d'emplois proposée ici est le maximum que l'établissement puisse faire cette année. Les arbitrages peuvent être difficiles et l'année prochaine, il faudra discuter ensemble et peut-être qu'il faudrait également que les composantes discutent entre elles sur les critères et réfléchir ensemble à la répartition des ressources, dans l'hypothèse où il y aurait une campagne d'emplois non blanche. Le VP CA ajoute que lors du travail sur la campagne d'emplois 2026, la gouvernance n'avait pas connaissance de la non-compensation de la PSC (300 k€) et de la non-compensation du CAS Pensions (400 k€). Cet environnement d'incertitudes et sa grande variabilité expliquent les difficultés à se poser et à penser les choses à l'échelle de plusieurs années.

Monsieur Johnny Douvinet quitte la séance et donne sa procuration à Monsieur Alain Richaud pour la suite de la séance.

Concernant les futures campagnes d'emplois, Madame Christina Koumpli indique qu'il est indispensable de ne pas réfléchir en termes de taux d'encadrement mais en temps restant pour la recherche des collègues. En Droit, la situation est très critique quant au faible taux d'encadrement et surtout au manque de temps pour faire de la recherche. Cette situation est frustrante étant donné qu'en termes de CNU dans lequel elle siège, la recherche est le seul critère pour l'avancement dans la carrière. La partie relative à la recherche, l'attractivité de l'université en SHS et la capacité de candidater à des appels à projets nationaux ou européens dépendent du temps disponible pour le faire. Le Président répond que cela pose la question de la recherche comme variable d'ajustement. Au-delà du risque relatif à un niveau d'effectifs trop bas pour justifier l'existence de l'établissement comme université de plein exercice, le Président indique que le risque est d'être considéré comme un collège universitaire au sens d'université de territoire qui rend un service à son territoire, qui forme jusqu'à un niveau Bac+3 et qui aurait une recherche marginale intégrée aux grandes universités des métropoles voisines. Si l'établissement veut continuer à revendiquer cette place, il faut communiquer sur la façon dont la publication évolue, etc. Sanctuariser la capacité d'investissement des collègues dans la recherche c'est également « le contrat que l'établissement signe » avec les collègues qui sont recrutés. Il est essentiel de préserver les collègues, or la situation est à ressources limitées.

Monsieur Guillaume Marrel indique qu'il y a une solution, à savoir réduire le nombre d'étudiants à la capacité réelle d'encadrement puisque le nombre de personnels enseignants n'augmentera pas. Il pose la question de l'utilité territoriale locale des petits établissements tels qu'Avignon Université, qui ne peuvent se permettre des déficits. Il ajoute que si la masse salariale ne peut être restaurée et qu'il faut faire autant, voire mieux, mais avec moins de moyens, jusqu'à quand cela va-t-il durer ? Cela ne peut pas être demandé à des enseignants-chercheurs car il leur faut du temps pour faire de la recherche. Le Président répond qu'entre 2021 et 2024, il y a eu une baisse de 500 étudiants au sein de l'Institut CPSP du fait de formations qui ont fermées, de problématiques de répartition. En quelques années, l'établissement a perdu presque 1 000 étudiants. Aussi, il faut être prudent avec la question de la baisse des capacités d'accueil. Globalement, il y a une baisse considérable des effectifs d'enseignants-chercheurs et une augmentation générale de la charge liée à un environnement réglementaire et administratif de plus en plus contraint et cela mobilise de la ressource BIATSS, ce qui a un impact sur l'ensemble. Plus globalement, l'environnement actuel demande de plus en plus de reporting et demande davantage de gestion administrative, qui pèse de plus en plus sur les enseignants-chercheurs. Il est donc difficile de réfléchir uniquement en termes de ratio étudiants/enseignants ou enseignants-chercheurs. Si l'établissement baisse ses capacités d'accueil de 1 000 étudiants, ce sont 1 000 étudiants qui n'auront pas accès à l'enseignement supérieur et à la recherche. Le coût de ces efforts-là, ce seront les étudiants qui ne pourront pas accéder à l'université qui en paieront le prix.

Mesdames Anne Gagniard et Catherine Jullian quittent la séance.

Monsieur Allal Berrag ajoute que le fait de jouer sur les effectifs étudiants, c'est toucher au sens-même de la mission de l'université qui est d'accueillir les étudiants. Il donne l'exemple de la suppression de la formation « Eco-Gestion », qui représentait 10% des effectifs étudiants de l'établissement mais cela n'a pas résolu la problématique de sous-effectifs enseignants. Le Président répond que lorsque la baisse de l'effectif étudiant est assez répartie, elle n'a pas un impact direct sur la masse salariale du fait d'effets de seuil car il n'y a pas de lien de corrélation direct entre le nombre d'étudiants et la charge d'enseignement.

Monsieur Stéphane Nottin, Directeur de l'Institut AgES, indique que le constat est le même au sein de sa composante. Il reconnaît l'effort réalisé dans cette campagne d'emplois bien qu'il y ait deux recrutements d'enseignants-chercheurs pour trois départs au sein de l'Institut. Il précise que des COMP sont mis en place, avec une envie de décliner les objectifs de l'établissement pour augmenter le nombre global d'étudiants, le nombre d'étudiants en master, la professionnalisation, la recherche partenariale, etc. Cela représente des investissements importants pour les enseignants-chercheurs, or il n'y a pas de concordance entre les objectifs et les moyens dont disposent les équipes. Il demande si l'établissement est capable de maintenir les objectifs. Est-ce qu'il faut envisager, pour certaines filières, une diminution du nombre d'étudiants en première année (exemple : STAPS) ? Monsieur Stéphane Nottin indique que la limite du système est atteinte il fait part de son inquiétude quant à la conjoncture qui sera très difficile dans les prochaines années au niveau ministériel. Tel qu'indiqué lors du Conseil académique ce matin, dans ce contexte-là, l'université devra faire des choix. Il demande quelles sont les priorités d'Avignon Université. Bien que cela puisse être difficile à engager, il y a peut-être des services sur lesquels il faut réduire la voilure car ils ne seraient pas prioritaires par rapport à d'autres services. Selon lui, il y a des leviers qui peuvent être activés et la Direction du Pilotage et de l'Amélioration Continue (DPAC) s'en empare aujourd'hui. Il y a de multitudes de petites tâches chronophages qui font qu'une grande partie de l'activité des enseignants-chercheurs concerne des activités administratives qui peuvent, peut-être, diminuer. Il s'agit d'un levier qui reste modéré par rapport au nombre d'enseignants-chercheurs, de techniciens, de BIATSS qui diminue régulièrement au sein de l'Institut. Monsieur Allal Berrag ajoute que les tâches administratives qui ne seront pas réalisées par l'enseignant-chercheur vont se reporter sur les personnels BIATSS à moyens constants, voire en baisse. Monsieur Stéphane Nottin répond que lorsqu'il parle de charge administrative, il ne s'agit pas uniquement des enseignants-chercheurs. La composante va faire remonter à la DPAC les difficultés rencontrées au fur et à mesure de l'année au niveau des formations et cela inclut non seulement la charge des enseignants-chercheurs mais également la charge de certains personnels administratifs qui subissent aussi ces augmentations de charges. Le Président indique que cette question se pose pour tous et il faut tout interroger pour savoir quelle est la valeur ajoutée, le rendement de ce que l'on fait. Ce sont les enjeux de la simplification avec de nombreux chantiers ouverts, certains qui ont abouti et d'autres à régler.

En tant que membre du CA et représentant des personnels, Monsieur Daniel Sudreau fait part de grandes difficultés rencontrées par les collègues enseignants et BIATSS, qui sont surchargés par le travail. Il manque des effectifs partout et



les personnels sont en difficulté mais en face, il est indiqué que les charges augmentent, qu'il n'y a pas de compensation, qu'il ne faut pas dépasser un certain ratio par rapport aux personnels pour ne pas être en difficulté. Monsieur Daniel Sudreau demande comment il peut défendre cette campagne d'emplois auprès des personnels. Dans la situation actuelle et dans les conditions du moment, rien ne va et il est contre la campagne d'emplois proposée. Sinon, il perd sa crédibilité et se met en contradiction par rapport à la défense du service public, des personnels. Le Président répond qu'il y a un enjeu à défendre cette campagne d'emplois à l'extérieur. La représentante du Recteur est présente et pourra exprimer ce qu'elle pense de cela. La campagne d'emplois qui sera soumise au vote du CA sera défendue à l'extérieur avec une possibilité de dépassement du ratio Dizambourg. Les questions sur le rééquilibrage, sur les difficultés évoquées par Monsieur Daniel Sudreau doivent effectivement être discutées mais il faut bien penser qu'un enjeu est de se donner les armes pour défendre cette campagne d'emplois, sinon l'établissement prendrait un risque globalement sur la campagne et aucune problématique ne sera résolue. Il faut assumer cette prise de risque qui serait une demande de l'établissement qui est pourtant insuffisante mais qui est au mieux de ce que peut raisonnablement demander l'université dans le contexte actuel.

Madame Catherine Carbone, Directrice adjointe à la Direction régionale académique de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (DRAESRI), et représentante du rectorat, invite l'établissement à une grande prudence dans le vote de sa campagne d'emplois, ce qu'il fait depuis plusieurs années. Le rectorat sait à quel point cela est problématique pour les composantes. Toutefois, tel qu'indiqué précédemment par le VP CA, le ratio Dizambourg est un indicateur qui sera désormais analysé de manière assez rigoureuse. Si cet indicateur passe dans le rouge, cela peut avoir des conséquences relativement lourdes pour l'établissement. Aussi, il vaut mieux rester sur une prudence dans cette campagne d'emplois, même si elle est inconfortable pour les services, plutôt que de s'engager dans le risque d'avoir une campagne d'emplois qui pourrait peser en termes de soutenabilité pour l'établissement et qui aurait des conséquences à plus long terme. Le Président ajoute qu'il est possible que cette campagne d'emplois fasse dépasser la limite du ratio Dizambourg (83%) et il faudra probablement réfléchir à un retour à l'équilibre à un horizon assez court. Il y a tout de même un ensemble d'éléments qui sont encore incertains à ce jour.

En réponse à la représentante du recteur (État) qui demande à être prudent sur cette campagne d'emplois, Monsieur Allal Berrag indique que l'argument est simple : il faut demander à l'État de donner à l'établissement les moyens qu'il aurait dû lui donner depuis longtemps. Monsieur Allal Berrag demande quel est le risque de dépasser le ratio. Si le risque est de dépasser le budget et d'être sous tutelle du rectorat alors il faut y aller puisque l'ensemble des établissements seront sous tutelle du rectorat et il faudra voir s'ils arriveront à gérer une politique d'emplois de ce genre. Il indique qu'il est inacceptable de voter une politique d'emplois sur la base de repyramidages ou de précarisation avec un recours aux contractuels à tout prix, même s'il s'agit d'une mesure illégale (article 332-2 du code général de la fonction publique : l'établissement ne peut avoir recours à un contractuel sur des missions permanentes tant qu'il y a des fonctionnaires susceptibles d'occuper les postes, les emplois. S'il n'y en a pas, il faut alors recruter un emploi de fonctionnaire qui a vocation à être occupé par un fonctionnaire). Le Président répond que ce qui est soumis au vote du CA, c'est la campagne d'emplois et non la politique d'emplois. Certaines universités, dans le passé, se sont affranchies de ce cadre national. Des universités qui sont parfois bien dotées en termes de subvention pour charge de service public se sont retrouvées en difficultés pour payer les salaires. Globalement, la facture ne sera pas payée par les personnels titulaires. La prise en main par le rectorat, l'État ou l'Inspection générale qui vient accompagner un établissement pour un plan de retour à l'équilibre signifie une réduction de la masse salariale et ce sont les personnels contractuels qui en feront les frais. Le Président précise qu'il ne voudrait absolument pas en arriver là et ce serait un échec collectif que le pilotage de l'établissement soit pris par le rectorat. Comme proposé par Monsieur Allal Berrag, il faut effectivement affirmer les besoins de l'établissement et continuer à les exprimer sans s'auto-modérer, c'est-à-dire exprimer la réalité des difficultés vécues au sein de l'établissement mais il faut avoir des campagnes d'emplois soutenables qui permettent à l'université de garder la main sur son budget.

Monsieur Jean-François Gonidec quitte la séance.

En réponse à l'intervention de la représentante du rectorat, Monsieur Stéphane Nottin rappelle, en tant que Directeur de l'Institut AgES, que l'établissement a un rôle social local important. La campagne d'emplois proposée peut paraître ambitieuse avec six postes d'enseignants-chercheurs mais en parallèle il y a huit à dix enseignants-chercheurs qui sont en mutation ou qui partent. Des efforts sont faits par tous dans le but de maintenir l'attractivité pour les néo-bacheliers, d'ouvrir des formations complémentaires l'année prochaine en master. Cela signifie que l'on ouvre des possibilités pour les jeunes du bassin local d'entrer en formation au sein de l'établissement. Monsieur Stéphane Nottin souhaite que le rectorat entende qu'avec les moyens dont elle dispose, l'université essaie au maximum de continuer à maintenir son offre de formation, voire à l'augmenter. Le Président répond que la question de la campagne d'emplois s'intègre à un cadre plus général qui est le projet de l'établissement. Il faut une lecture pluriannuelle de la campagne d'emplois c'est-à-dire qu'avoir une lecture sur une seule année ferait passer l'établissement à côté d'une réalité qui est celle de trois campagnes d'emplois blanches ces dernières années, soit aucun renouvellement des effectifs. Dans la campagne d'emplois 2026, il n'y a pas d'augmentation des effectifs mais un renouvellement d'une partie des effectifs enseignants-chercheurs.

Monsieur Daniel Sudreau indique que son objectif, en tant que syndicat, ce n'est pas que l'établissement passe sous la gestion du rectorat car effectivement, il mesure les risques et les conséquences possibles. Il ajoute que la campagne d'emplois telle que présentée donne l'illusion qu'une solution a été trouvée. Il indique que pour être audible vis-à-vis des personnels et de la communauté universitaire, il faudrait peut-être présenter une campagne d'emplois en présentant ce qui manque en termes de postes. Ainsi, dans le même tableau, seront affichés les postes proposés et ceux qui manquent. Le Président répond que c'est ce qu'il a essayé de faire en donnant les statistiques sur les années passées pour voir

comment le nombre d'enseignants-chercheurs, d'enseignants et de BIATSS avait évolué y compris en parlant de la précarisation des personnels BIATSS car il y a un déplacement massif des supports titulaires vers des postes de contractuels. Cela fait partie des sujets de préoccupation et ces rapports sont régulièrement présentés, de façon claire et transparente, dans le cadre des réunions publiques qui se tiennent avec les personnels de l'établissement.

Pour répondre au questionnement de Monsieur Daniel Sudreau, Madame Corinne Fredouille, Directrice du CERI, indique qu'elle a fait une estimation des postes d'enseignants-chercheurs qui manquent au CERI sur la base des heures complémentaires qui ont été faites par les personnels permanents, vacataires, doctorants, ATER, LRU et cela représente 14 postes d'enseignants-chercheurs. Il y aura certes un poste pour le CERI en 2026 mais la composante n'a pas eu de recrutement de MCF depuis 2021.

Monsieur Allal Berrag indique que le manque d'effectifs est généralisé car depuis la LRU, il y a eu plusieurs réformes, des changements de systèmes, des réorganisations et les agents n'en peuvent plus. La question qui se pose actuellement au niveau d'Avignon Université est la démotivation des agents et les risques psycho-sociaux. La situation va finir par exploser. En même temps, il n'y a pas de recrutements mais uniquement des promotions déguisées à quelques collègues en guise de campagne d'emplois et le reste du personnel va subir la surcharge de travail. Il ajoute qu'il y a un sentiment d'insécurité sociale au sein de l'établissement. Concernant le fait que les personnels contractuels seraient les premiers à pâtir d'une prise en main de l'université par l'État, Monsieur Allal Berrag propose d'aller jusqu'au bout et de voir si l'État sera capable de résoudre les problèmes et les conséquences de ses politiques depuis plusieurs décennies sur les personnels de l'université. Il ajoute qu'il faut également prendre en considération les conditions de travail des agents. Concernant cette proposition, le VP CA répond qu'être en situation de responsabilités, c'est assumer les choix que l'on fait. Il indique qu'il ne faut pas prendre ce risque lorsque son propre poste n'est pas dans la balance car cela signifie jouer avec celui des autres collègues et il partage l'avis de Monsieur Daniel Sudreau. Il ajoute que Madame la représentante du recteur a été extrêmement claire et a tenu le même discours que celui de la gouvernance et c'est le discours que tient le rectorat aux universités. La campagne d'emplois proposée ici n'est pas satisfaisante, elle ne couvre pas l'ensemble des besoins mais au-delà, il y aurait un risque encouru pour l'établissement et ses personnels.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la campagne d'emplois enseignants-chercheurs et enseignants au titre de l'année 2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (deux voix contre et une abstention)**

#### **4.2. Approbation de la campagne d'emplois BIATSS au titre de l'année 2026**

Le VP CA donne la parole à Monsieur Stéphane Bourdageau, Directeur général des services, qui présente la campagne d'emplois BIATSS au titre de l'année 2026. Ladite campagne repose sur des repyramidages afin de pouvoir assurer des promotions. L'établissement sort d'une réforme importante, la transformation des UFR en Instituts, la mise en place de plateformes (de gestion, de formation et financières) avec des référentiels métiers qui évoluent et des référentiels qui consacrent plutôt des emplois de catégorie B dans ce type de fonctions. Il est proposé deux repyramidages de postes de catégorie C vers la catégorie B dont l'un est spécialement dédié au secteur de la formation et deux opérations de repyramidages de postes de catégorie B vers la catégorie A sur des emplois d'ASI. L'objectif est de faire en sorte de renforcer notre expertise avec des collègues d'ores et déjà dans ces situations d'expertise et essayer de promouvoir les gestionnaires qui exercent actuellement des fonctions qui peuvent prétendre à une promotion de C en B.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Claudie Galnon, Directrice de la communication, demande si le repyramidage correspond à une liste d'aptitude. Monsieur Stéphane Bourdageau répond qu'il s'agit d'un dispositif différent. La liste d'aptitude est un dispositif spécifique de promotion et les postes proposés dans cette campagne d'emplois sont des opérations de concours, notamment interne, afin que les collègues, les contractuels de l'établissement puissent s'y présenter. Les concours ne sont pas ouverts sur des unités ciblées (une direction, une composante) mais de manière générique. Ainsi, l'ensemble des collègues qui remplissent les conditions peuvent se présenter au concours (non titulaires ou titulaires d'un corps inférieur). Une fois qu'un lauréat est désigné par le jury, le poste est ouvert à l'endroit où il a réussi. Quelques fois, cela nécessite une révision des missions, notamment lorsqu'il y a une promotion importante et que les missions correspondaient à celles du corps précédent, et dans ce cas, un travail est effectué avec la structure pour réévaluer les missions, donner davantage de responsabilités, etc.

Madame Corinne Fredouille souhaite s'assurer qu'il soit mentionné dans le présent procès-verbal que les départs à la retraite seront renouvelés soit sous forme de postes de contractuels, soit en mobilité interne. En deuxième lieu, elle indique que le CERI avait fait remonter dans sa campagne d'emplois BIATSS ses besoins prioritaires, notamment un 50% gestionnaire financier, 50% gestionnaire pédagogique afin de pouvoir supporter la charge supplémentaire qui incombe aux gestionnaires de la composante. Cette charge supplémentaire est liée à la restructuration du CERI en composante mais également, et surtout, à la décentralisation du service de la Direction des études et la scolarité vers les composantes qui a augmenté la charge des personnels administratifs du CERI à moyens constants, malgré une hausse des effectifs cette année. Les équipes du CERI sont déçues de ne pas pouvoir bénéficier de ces 50%, notamment un personnel pédagogique qui était partagé entre l'IUT et le CERI. Concernant la gestion financière, le Président a indiqué qu'au niveau du CERI et notamment du laboratoire, il y a à peu près 1,5 M€ de fonds propres issus des conventions et contrats de recherche. Cela mobilise de la gestion financière donc des gestionnaires financiers. Au niveau du laboratoire, l'effectif des



doctorants et doctorantes inscrits cette année sera de 40, ce qui couvre à peu près les doctorants et doctorantes individuellement des deux Instituts. Cela signifie que ces doctorants et doctorantes et leurs encadrants doivent voyager et il y a donc des missions qui sont liées à la gestion des projets, des budgets, etc. La charge s'est accrue depuis un an, avec un pic de charge qui incombe aux gestionnaires et les 50% demandés avaient pour but de les soulager.

Monsieur Daniel Sudreau indique qu'en tant que représentant des personnels BIATSS, il ne pourra pas voter pour cette politique d'emplois qui n'est pas au niveau des attentes, des besoins et des manques dans les services. Il est proposé ici des repyramidages mais ce dont ont besoin les personnels, ce sont : des dotations, que les collègues soient remplacés, que les postes soient pourvus et que les services puissent tourner, ce n'est pas le cas actuellement.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la campagne d'emplois BIATSS au titre de l'année 2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (deux voix contre)**

#### **4.3. Approbation de la valorisation indemnitaire de la mission d'assistant de prévention**

Ce point-ci est présenté après le point B.5.1.2, relatif à la désignation de quatre représentants étudiants au Conseil Documentaire de la Bibliothèque universitaire.

Le VP CA donne la parole à Madame Stéphanie Adou, Conseillère de prévention des risques professionnels, qui présente la valorisation indemnitaire de la mission d'assistant de prévention. Depuis sept ans, elle a mis en place un réseau d'assistants de prévention au sein de l'université. Ce réseau était constitué de plus d'une trentaine d'assistants de prévention que Madame Stéphanie Adou a formé et animé pour mettre en place plusieurs projets. Par la suite, l'établissement s'est restructuré et il a été voulu remettre davantage d'équité dans les charges de travail des assistants de prévention. Ces derniers sont répartis dans toutes les unités de travail, tous les services, tous les laboratoires et ils ont un donc un temps de travail dédié à la prévention des risques professionnels. Ce n'est pas leur métier principal et ces personnels sont des relais de terrain, des acteurs de terrain. Depuis 2022, une réflexion a été initiée avec eux ainsi que les représentants du personnel de l'ancien CHSCT, devenu la F3SCT, pour redécouper un réseau d'acteurs de prévention qui soit plus équilibré, qui soit plus équitable aussi en termes de charges de travail. Deux groupes de travail ont réfléchi sur cette réorganisation dans le cadre également de la réorganisation de l'établissement en Instituts. Pour le premier groupe de travail, cela a abouti à un découpage en neuf grandes unités de travail avec 26 assistants de prévention. Une deuxième réflexion a été menée en parallèle pour la valorisation indemnitaire de cette mission car il s'agit d'un travail assez conséquent qui a été estimé à environ 10% d'un temps de travail. Les deux groupes de travail ont abouti à la proposition de valorisation indemnitaire présentée au CA de ce jour.

La valorisation indemnitaire proposée est une prime inchangée de 800 € bruts annuels allouée à tous les assistants de prévention qui auront réalisé les quatre missions de base suivantes :

- 1-Mise à jour de l'évaluation des risques et transcription dans le Document unique ;
- 2-Présence à 4 ateliers obligatoires annuels + 1 journée de formation de "recyclage" ;
- 3-Suivi des registres santé sécurité au travail ;
- 4-Mise en place d'actions de prévention de terrain.

Cette valorisation indemnitaire va permettre de remettre à plat le réseau des assistants de prévention avec un appel à candidatures qui sera lancé prochainement auprès des différentes unités de travail afin que chacun puisse postuler ou repostuler sur sa mission d'assistant de prévention avec de nouveaux périmètres. L'établissement se donne à nouveau les moyens de mettre en place un réseau d'acteurs de la prévention qui reste assez conséquent. Ce ne sont pas toutes les universités qui valorisent cette mission, qui comprend de nombreux risques émergents à appréhender dans un établissement tel qu'Avignon Université (périodes de surcharge de travail, tensions qui peuvent exister au sein des services, risques émergents scientifiques dans les laboratoires).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Guillaume Marrel demande quel est le montant de l'indemnisation. Madame Stéphanie Adou répond que le montant est de 800 € bruts annuels. Ce montant n'a pas évolué par rapport à celui qui existait auparavant, à la différence des critères d'attribution de la prime qui ont été simplifiés et précisés. Auparavant, il s'agissait d'une évaluation, désormais il est considéré que les missions de base sont réalisées et si l'une des quatre missions n'est pas entièrement réalisée, une décote pourra s'appliquer avec des critères plus précis et négociés avec les représentants du personnel.

Madame Delphine Blanke demande pourquoi le restaurant universitaire n'est pas référencé dans le Bâtiment Sud. Madame Stéphanie Adou répond que le restaurant universitaire étant géré par le CROUS, l'université n'a pas d'affectation RH du personnel du CROUS qui y travaille. Toutefois, il s'agit en effet d'un lieu commun et si un personnel est victime d'un accident du travail dans le cadre du restaurant universitaire, ce serait considéré comme un accident du travail. En termes d'activités et de process, cela ne relève pas d'Avignon Université et le CROUS ne relève pas du périmètre d'un assistant de prévention en particulier. Madame Delphine Blanke demande si un contrôle particulier est fait sur les installations du CROUS et si cela est à la charge de ce dernier. Le Président répond que les espaces du CROUS sont entièrement gérés sous la responsabilité de ce dernier.

Monsieur Daniel Sudreau indique être dubitatif concernant ce dispositif indemnitaire et fait part de son inquiétude quant aux politiques indemnitaires via des primes. Il précise que l'une des revendications de son syndicat est le fait que le nerf de la guerre dans le salaire, c'est la rémunération et non les primes.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la valorisation indemnitaire de la mission d'assistant de prévention.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## **B. Fonctionnement de l'établissement :**

### **1. Questions relatives au fonctionnement de l'université :**

#### **1.1 Approbation de la modification du règlement intérieur de l'université afin d'y annexer l'instruction santé sécurité au travail**

Le VP CA donne la parole à Madame Stéphanie Adou, qui rappelle que l'instruction relative à la santé et la sécurité au travail a été approuvée par le Conseil d'administration au mois de juin 2025. L'objet du vote de la séance de ce jour porte sur la modification du règlement intérieur de l'université afin d'y annexer cette instruction relative à la santé et la sécurité au travail. Le fait d'annexer ce document au règlement intérieur de l'université lui donnera davantage de poids. L'instruction relative à la santé et la sécurité au travail est un document très structurant, qui permet de préciser les rôles et responsabilités de l'ensemble des acteurs en la matière.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la modification du règlement intérieur de l'université afin d'y annexer l'instruction santé sécurité au travail.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

#### **1.2 Approbation de la modification de l'annexe aux statuts de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN) relative au changement de nom du Centre d'Enseignement et de Recherche (CER) « Droit » en « Faculté de droit »**

Le VP CA donne la parole à Monsieur Guillaume Marrel, qui présente la modification de l'annexe aux statuts de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN) relative au changement de nom du Centre d'Enseignement et de Recherche (CER) « Droit » en « Faculté de droit ». Il indique que le principal argument du CER concernant sa demande de changement de nom est un défaut de reconnaissance et d'identification de l'équipe des formations et de la recherche en droit à Avignon depuis la disparition de l'UFR « Droit, Economie, Gestion » qui était le plus souvent identifiée par les acteurs juridiques locaux comme la « Faculté de droit ». L'idée est donc de revenir à une dénomination très ancienne mais toujours en pratique dans la quasi-totalité des universités qui ont une composante juridique. Depuis 1968, la faculté n'est plus une institution de l'espace académique mais il s'agit aujourd'hui d'une labellisation de sens commun qui fait sens pour l'ensemble des acteurs du domaine juridique (barreaux, palais, notaires, etc.) et qui est importante à la fois pour le recrutement étudiant, pour la reconnaissance partenariale, pour le développement des partenariats de recherche et de formation. Il n'est pas question ici de revenir sur la réforme institutionnelle, le passage aux Instituts et la transformation des départements en Centre d'Enseignement et de Recherche (CER). La demande du CER « Droit » concerne uniquement le changement de son nom qui deviendrait le CER « Faculté de droit ». Le VP CA précise que le changement de nom du CER a fait l'objet d'un vote en CSA et en CAC plénier avant d'être soumis au CA de ce jour.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Fanny André demande si auparavant, le terme « Faculté de droit » était inscrit dans les statuts de l'UFR DEG. Monsieur Guillaume Marrel ne dispose pas de l'information relative aux statuts de l'UFR et il peut faire les recherches nécessaires à ce sujet. Il indique que le terme « Faculté de droit » était utilisé par l'UFR DEG qui communiquait avec cette appellation. Il y a un usage national de cette dénomination qui n'engage rien d'autre que la reconnaissance par des acteurs extérieurs à l'université de l'existence d'une entité de formation et de recherche en Droit sur un territoire.

Le Président indique qu'il était quelque peu sceptique quant à la dénomination de « Faculté » car cela fait référence à des composantes. Or derrière ce terme, il y a des structures qui vont être très différentes. Cela est donc devenu un terme générique. Par ailleurs, le Droit est une discipline qui cultive ses singularités et il existe une pratique, un usage dans l'environnement socio-économique et la société de manière générale. Le Président précise que si le changement de nom du CER est une « autorisation » à communiquer en utilisant le terme « Faculté » et que ce terme parle sans ambiguïté à la population et que les collègues s'y reconnaissent mieux, alors il est d'accord avec cette idée. Il ajoute que la motivation des collègues juristes est comprise pour le changement de nom de ce CER. Toutefois, pour les autres CER de toutes les composantes confondues, il faut être vigilant et ne pas les nommer « Faculté » afin de ne pas créer de confusions au sein de l'établissement. Monsieur Guillaume Marrel ajoute que le CER aurait également pu s'appeler « École de droit » comme cela est le cas dans les IEP. Le Président répond que le terme « École de droit » aurait peut-être été moins ambigu, bien que le terme « École » est moins explicite sur le côté recherche. Madame Christina Koumpli indique que le CER « Droit »

dans le marché du travail peut renvoyer à un enseignement de licence et n'y aurait pas le volet recherche ni le côté doctorat. Elle entend la discussion sur le terme « École », toutefois, les acteurs du domaine juridique se comprennent avec le nom « Faculté de droit ». Elle précise que la demande de changement de nom du CER a pour seul but la communication.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la modification de l'annexe aux statuts de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN) relative au changement de nom du Centre d'Enseignement et de Recherche (CER) « Droit » en « Faculté de droit ».

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

### **1.3 Approbation de la modification des critères et plafonds de bourses de mobilité à l'international à compter de l'année universitaire 2025-2026, sur proposition de la commission de bourses de mobilité**

Le VP CA indique que dans le cadre d'une obligation de l'Union Européenne, l'établissement doit verser des frais de voyage aux étudiants qui partent au Royaume-Uni. Il s'agit ici d'adapter le document pour tenir compte de cette demande de modification (*cf. annexe point B.1.3-Modification critères plafonds bourses mobilité Royaume-Uni*).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la modification des critères et plafonds de bourses de mobilité à l'international à compter de l'année universitaire 2025-2026, sur proposition de la commission de bourses de mobilité.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

### **1.4 Désignation des représentants du Conseil d'administration au sein des commissions et conseils des services communs :**

#### **1.4.1 Trois représentants étudiants à la Commission du « Fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes » (FSDIE)**

Du fait du retard pris lors de cette séance et afin de garantir la présence des élus étudiants du CA pour les points B.1.4 et B.1.5 de l'ordre du jour, le VP CA propose de traiter ces deux points après le point A.4.2 « Approbation de la campagne d'emplois BIATSS au titre de l'année 2026 ».

Cette proposition ne soulevant aucune observation, le VP CA donne la parole à Madame Marina Bonnot, Directrice des affaires juridiques et institutionnelles. Étant donné qu'il y a autant de candidats que de sièges à pourvoir, il est proposé aux administrateurs de voter à main levée pour les désignations des représentants étudiants du Conseil d'administration au sein des commissions et conseils des services communs concernés. Aucun membre du CA ne s'oppose à cette proposition. Ce point ne soulevant aucune observation, il est proposé aux membres du CA de procéder aux votes.

Concernant cette désignation, un appel à candidatures a été lancé auprès des représentants étudiants du Conseil d'administration.

Candidatent à la Commission du FSDIE : Madame Soléane Friscaro, Messieurs Mathieu Maximin et Nicolas Roudier.

Madame Delphine Blanke demande quelle est la filière de formation des candidats. Monsieur Mathieu Maximin répond qu'il est inscrit en M1 « Patrimoines et Cultures Numériques », Madame Soléane Friscaro est inscrite en L2 « Science Politique » et Monsieur Nicolas Roudier est inscrit en L1 « Géographie et Aménagement ».

Le VP CA soumet au vote des administrateurs les candidatures reçues dans le cadre de la Commission du FSDIE.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

#### **1.4.2 Un représentant étudiant au Conseil de gestion du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV)**

Concernant cette désignation, un appel à candidatures a été lancé auprès des représentants étudiants du Conseil d'administration.

Candidate au Conseil de gestion du SFTLV : Monsieur Mathieu Maximin.

Le VP CA soumet au vote des administrateurs la candidature reçue dans le cadre du Conseil de gestion du SFTLV.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

### 1.4.3 Un représentant étudiant au Conseil de gestion du Service d'accompagnement à la formation, l'insertion, la réussite et l'entrepreneuriat (SAFIRE)

Concernant cette désignation, un appel à candidatures a été lancé auprès des représentants étudiants du Conseil d'administration.

Candidate au Conseil de gestion du SAFIRE : Madame Fatema Zohra Norhene Ghozali.

Le VP CA soumet au vote des administrateurs la candidature reçue dans le cadre du Conseil de gestion du SAFIRE.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

Monsieur Allal Berrag quitte la séance.

### 1.5 Désignation des représentants au Conseil Documentaire de la Bibliothèque universitaire :

#### 1.5.1 Six représentants enseignants-chercheurs, enseignants ou chercheurs au Conseil Documentaire de la Bibliothèque universitaire

Un appel à candidatures a été lancé auprès des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs de l'établissement le 15 octobre 2025. Neuf candidatures recevables ont été recensées (*cf. annexe point B.1.5.1-Désignation EC-E Conseil documentaire BU*).

Conformément à l'article 2.1 du règlement intérieur du Conseil documentaire, les membres des collèges A et B du CA sont invités à procéder à cette désignation.

Après recensement des électeurs présents, Madame Marina Bonnot les invite à voter à bulletin secret.

À l'issue de l'opération de vote, le VP CA proclame les résultats comme suit :

Candidats	Composante de rattachement	Nombre total de voix
Bruno BERTHERAT	ICPSN	8
Luc BIICHLE	ICPSN	5
Florence BISTAGNE	ICPSN	0
Julie DERAMOND	ICPSN	8
Cyrielle GARSON	ICPSN	8
Nathalie HASCOËT	ICPSN	1
Anne MAURAND-VALET	IUT	9
Carole REY	CERI	8
Juan-Manuel TORRES	CERI	7

Nombre d'électeurs : 12

Nombre de votants : 9 (*dont 3 procurations*)

Suffrages exprimés : 9

⇒ **Sont désignés comme représentants des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs au Conseil documentaire de la Bibliothèque universitaire Monsieur Bruno BERTHERAT, Mesdames Julie DERAMOND, Cyrielle GARSON, Anne MAURAND-VALET et Carole REY et Monsieur Juan-Manuel TORRES, pour un mandat d'une durée de quatre ans, renouvelable une fois.**

### 1.5.2 Quatre représentants étudiants au Conseil Documentaire de la Bibliothèque universitaire

Un appel à candidatures a été lancé auprès des étudiants de l'établissement le 15 octobre 2025. Cinq candidatures recevables ont été recensées (cf. annexe point B.1.5.2-Désignation Etudiants Conseil documentaire BU).

Conformément à l'article 2.2 du règlement intérieur du Conseil documentaire, les membres du collège étudiant du CA sont invités à procéder à cette désignation.

Après recensement des électeurs présents, Madame Marina Bonnot les invite à voter à bulletin secret.

À l'issue de l'opération de vote, le VP CA proclame les résultats comme suit :

Candidats	Composante de rattachement	Nombre total de voix
Louis BLACHER	ICPSN	2
Tamayo BOYER	ICPSN	0
Yanis EYCHENNE	ICPSN	2
Victoria LAURENT	ICPSN	2
Lauriane OUNDAGNON	ICPSN	2

Nombre d'électeurs : 4

Nombre de votants : 2

Suffrages exprimés : 2

⇒ **Sont désignés comme représentants des étudiants au Conseil Documentaire de la Bibliothèque Universitaire Messieurs Louis BLACHER et Yanis EYCHENNE et Mesdames Victoria LAURENT et Lauriane OUNDAGNON, pour un mandat d'une durée de deux ans, renouvelable une fois.**

## 2. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :

### 2.1 Approbation de la convention de partenariat entre Avignon Université et l'École supérieure de la banque dans le cadre de la licence professionnelle « Assurance, banque, finance : chargé de clientèle » au titre de l'année universitaire 2024-2025

Le VP CA donne la parole à Madame Nabila Bellamine, Directrice du SFTLV, qui présente la convention de partenariat entre Avignon Université et l'École supérieure de la banque dans le cadre de la licence professionnelle « Assurance, banque, finance : chargé de clientèle » au titre de l'année universitaire 2024-2025. Cette convention est présentée tardivement du fait de négociations qui ont été menées avec l'École supérieure de la banque visant à optimiser les charges financières et à garantir un équilibre économique satisfaisant pour cette dernière année de partenariat. La convention de partenariat précise la répartition des enseignements entre Avignon Université et l'École supérieure de la banque, les modalités d'organisation pédagogique et administrative ainsi que les engagements financiers respectifs des parties. L'effectif de l'année dernière était de neuf apprentis et le coût total de la formation s'élève à 80 915 euros. Les recettes attendues étaient de 81 000 euros d'où la nécessité de pouvoir négocier les frais de sorte à atteindre un l'équilibre budgétaire et l'École supérieure de la banque doit reverser à Avignon Université un montant de 41 162,50 euros. Avignon Université a pris en charge les enseignements généraux, le coût du soutien administratif et les frais généraux. Cette convention marque la clôture du partenariat avec l'École supérieure de la banque puisque cette formation a fermé pour l'année 2025-2026.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la convention de partenariat entre Avignon Université et l'École supérieure de la banque dans le cadre de la licence professionnelle « Assurance, banque, finance : chargé de clientèle » au titre de l'année universitaire 2024-2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## **2.2 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et CAP PERFORMANCE au titre de l'année universitaire 2025-2026**

Le VP CA indique que la convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et CAP PERFORMANCE présentée ici est un renouvellement. Dans le cadre de l'école doctorale, il s'agit de formations qui visent à préparer l'insertion professionnelle des futurs docteurs et ces dernières années il y a eu un retour très positif des doctorants et de la Directrice du Collège des Études Doctorales. Il est donc proposé ici de renouveler cette convention au titre de l'année universitaire 2025-2026.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et CAP PERFORMANCE au titre de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## **2.3 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et l'APECITA (master STAAE) au titre de l'année universitaire 2025-2026**

Le VP CA donne la parole à Monsieur Bassam Jabaian, Vice-président en charge de la CFVU, qui présente le projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et l'APECITA (master STAAE) au titre de l'année universitaire 2025-2026. L'APECITA est une association en charge de l'emploi des cadres ingénieurs dans le domaine de l'agriculture, qui intervient auprès des étudiants d'Avignon Université inscrits en Master Sciences et Technologie de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Environnement (STAAE) pour deux heures de formation collective suivie d'une proposition d'accompagnement individuel aux étudiants en demande. Il y a également une mise en relation avec la mise à disposition d'offres d'emplois dans le domaine. Il s'agit d'une convention annuelle qui est reconduite à l'identique de celle de l'année dernière et qui représente un montant de 190 euros à l'année.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Delphine Blanke indique que dans les modalités de mise en œuvre il est mentionné que l'établissement s'engage à informer l'APECITA des résultats des enquêtes d'insertion et emploi conduites auprès des jeunes diplômés de l'université. Elle ne comprend pas pourquoi l'établissement doit communiquer ces résultats alors que l'organisme intervient pour deux heures de formations seulement. Elle demande s'il s'agit des diplômés de l'université ou uniquement ceux inscrits en Master STAAE. Monsieur Bassam Jabaian répond qu'en effet cette information n'est pas précisée dans la convention. Le VP CA ajoute qu'il faudrait l'explicitier.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et l'APECITA (master STAAE) au titre de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## **2.4 Approbation de la convention pluriannuelle 2025-2027 entre Avignon Université et le Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENESR) portant sur l'expérimentation « Campus zéro non-recours »**

Le VP CA indique que la convention pluriannuelle 2025-2027 entre Avignon Université et le Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENESR) portant sur l'expérimentation « Campus zéro non-recours » n'est pas signée par l'ensemble des parties. Aussi le point est reporté à une séance ultérieure.

## **3. Questions diverses<sup>2</sup>**

Néant.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h00.

Le président d'Avignon Université

Georges LINARÈS

<sup>2</sup> Tout point à inscrire dans les « Questions diverses » doit être présenté à la Présidence ([president@univ-avignon.fr](mailto:president@univ-avignon.fr) ou [vice-president-ca@univ-avignon.fr](mailto:vice-president-ca@univ-avignon.fr)) au moins 5 jours avant la tenue de la séance.